



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA COORDINATION EUROPÉENNE VIA CAMPESINA (ECVC)

Bruxelles, le 2 juillet 2019

Mercosur: quand l'hypocrisie de l'UE veut porter atteinte aux droits des paysan.ne.s et des citoyen.ne.s.

ECVC appelle le Parlement européen et les États-membres à rejeter l'accord

Vendredi dernier, la Commission européenne a signé l'accord dit de libre-échange avec les pays du Mercosur.

L'accord avec le Mercosur s'ajoute à d'autres accords de libre-échange tels que le CETA, qui détruisent le modèle d'agriculture durable des petit.e.s et moyen.ne.s agriculteur.rice.s, la souveraineté alimentaire et les modèles alimentaires sains et durables.

La signature de cet accord - selon Andoni García Arriola, membre du comité de coordination de l'ECVC) - montre clairement l'hypocrisie de la CE et des États-membres qui se cachent derrière elle :

Comment est-il possible, dans un contexte de crise climatique, de signer un accord qui promeut le modèle d'industrialisation de l'agriculture plutôt que la localisation des systèmes agricoles, et ce en totale contradiction avec les objectifs de l'accord de Paris sur le changement climatique ?

Comment est-il possible de signer un accord qui aura un impact négatif évident sur les revenus des agriculteur.rice.s en Europe alors que les revenus des ces dernier.ère.s sont déjà très faibles par rapport à ceux d'autres secteurs de la société européenne et qu'aucun mécanisme sérieux de réglementation interne à l'UE n'est mis en place pour faire changer la situation ?

Comment peut-on accepter que les politiques agricoles soient guidées par une philosophie de libre-échange mondial cannibale au lieu d'être orientées vers le développement durable et le respect des droits humains ?

Comment justifier cet accord auprès des consommateur.rice.s européen.ne.s qui veulent une alimentation saine et locale ?

Peut-on accepter qu'un accord d'une telle ampleur soit signé par une Commission en fin de mandat et donc en affaires courantes ?

Pour ECVC, cet accord est en totale contradiction avec la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan.ne.s et autres personnes travaillant en milieu rural adoptée en décembre 2018, avec les objectifs de développement durable signés par l'UE et avec le principe fondamental de cohésion territoriale de l'UE dans la mesure où il aura un impact sur un secteur déjà en crise et accélérera le dépeuplement du milieu rural en Europe.

L'ECVC appelle donc le nouveau Parlement européen et les gouvernements des États-membres de l'UE à rejeter cet accord.

Les communiqués de presse de plusieurs membres d'ECVC sont également disponibles en ligne :

[FUGEA](#), [Confédération Paysanne](#), [COAG](#)

Contact: +32 (0)2 217 311 – info@eurovia.org